



Siècle Vert

PROTÉGEONS LES CULTURES,
LES HOMMES ET NOTRE FUTUR



LETTRE D'INFORMATION DE LA PROTECTION DES PLANTES / N° 7 / JANVIER 2020



Éditorial

Principes de vérité et de réalité



Bruno Baranne,
président de l'UIPP, Caen,
le 28 novembre :
« La pédagogie reste la clé
pour permettre aux citoyens
de choisir leur produit et
modèle alimentaire en toute
connaissance de cause. »

**« Un an après
son lancement,
le Siècle Vert ouvre
son Débat National »**

Personne ne peut ignorer que, depuis plusieurs années, notre profession est très largement décriée et l'utilité de nos produits régulièrement oubliée.

Nous voulons rétablir certaines vérités, faire découvrir ou redécouvrir bon nombre de réalités, rappeler fièrement notre raison d'être et les objectifs que nous poursuivons. Un an après le lancement de la

démarche de dialogue Le Siècle Vert, nous avons ouvert le Débat National. Nous sommes allés fin 2019 à la rencontre des citoyens à Caen, en Normandie, et à Saint-Quentin dans l'Aisne. Notre objectif ? Interroger les agriculteurs sur leurs attentes, prendre l'avis des scientifiques, échanger

avec des élus, des militants, des consommateurs, des enseignants, autour d'une seule question : « Pesticides, vraiment utiles ? ». Un trait commun s'est dégagé de tous ces échanges : l'avenir de l'agriculture ne laisse personne indifférent. Les exigences des citoyens sont fortes, parfois contradictoires, placées sous le signe de l'urgence. Les agriculteurs souhaitent pouvoir y répondre, tout en restant pragmatiques et réalistes compte tenu des solutions dont ils disposent. Leur objectif est de protéger leurs cultures des ravageurs et des maladies, tout en cherchant à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires, qui restent indispensables. Nos industries font partie de la solution. Elles accompagnent cette transformation du modèle agricole, qui ne pourra être réalisée que sur la durée, en proposant une combinaison de solutions destinée à servir toutes les agricultures, qu'elles soient conventionnelles ou biologiques.

Notre secteur doit accompagner ce mouvement avec une combinaison de solutions pour toutes les agricultures.



Benoit Rabilloud, vice-président
de l'UIPP, Saint-Quentin,
le 5 décembre : « Proposer un
espace d'information, et surtout
de dialogue au sujet de l'utilité
des produits phytosanitaires nous
semble essentiel afin de réconcilier,
rapprocher, l'agriculteur et le
citoyen sur des enjeux essentiels
pour chacun d'entre nous que sont
l'agriculture et l'alimentation. »



www.uipp.org

LETTRE D'INFORMATION DE LA PROTECTION DES PLANTES / N° 7 / JANVIER 2020



Siècle Vert, se projeter, avec les citoyens



Pourquoi protéger les cultures ? Réponse dans le Cabinet de curiosités du Siècle Vert, où chacun peut apprécier les dégâts causés par les insectes et champignons sur les grains, fruits et légumes.

« Imaginer collectivement le futur des pesticides en France », tel est l'objectif du Grand Débat National du Siècle vert qui s'est tenu à Caen (Calvados) du 28 au 30 novembre et à Saint-Quentin (Aisne) du 5 au 7 décembre. La démarche a commencé en 2018 pour les cent ans de la protection des plantes avec la Cité du Siècle vert à Paris et s'est poursuivie fin 2019 en province. Trois jours d'échanges avec les professionnels et les membres de l'Académie d'Agriculture autour de parcours pédagogiques, lors de tables rondes, ont rythmé ces journées. Témoignages.



CARBONE

Lors du débat animé le 28 novembre par La Chaine Normande, **Geoffroy Lesquen**, céréalier, a insisté sur le rôle de l'agriculture de conservation pour piéger le carbone. Il rappelle l'incohérence politique avec la polémique sur le glyphosate : *« En permettant de détruire avec ce produit les cultures intermédiaires pour semer un blé, on évite de retourner les sols et de libérer du carbone. Un juste milieu reste à trouver si l'on veut une agriculture vertueuse sur le plan climatique. »* Regrettant le manque d'information des consommateurs, il les invite à faire confiance aux agriculteurs et alerte sur le risque de concurrence déloyale et de fragilisation du modèle français.



ABEILLES

Dominique Charpentier, apiculteur dans les Hauts de France et membre de la Confédération paysanne, l'affirme : *« Tout n'est pas tout noir ni tout blanc, y compris quand on parle de pesticides ! Le problème principal pour mes ruches, ce ne sont pas les pesticides mais le varroa, un parasite qui fait de gros dégâts sur les colonies ! »*



Être en phase avec les attentes sociétales

Caroline Amiel, conseillère régionale Normandie Écologie-EELV, milite pour changer le système agricole conventionnel actuel et la vocation exportatrice de l'agriculture : « La solution, c'est l'agroécologie, sans pesticides. » Pour débattre avec elle, deux agriculteurs : Alexandre Quillet, exploitant dans l'Eure, élu à l'interprofession des producteurs de betteraves et Arnold Puech d'Alissac, président de la FRSEA Normandie. Ils assurent déployer un panel de solutions pour réduire les utilisations de pesticides, mais les jugent nécessaires, en filet de sécurité.



« La demande des Français est un autre type d'agriculture pour manger sain et sans danger », avertit Caroline Amiel, conseillère régionale Normandie. Elle invite les agriculteurs à « aller vers le mieux ». Alexandre Quillet, agriculteur, prévient : « Je ne suis pas un pollueur. » Sa mission est de produire des aliments en quantité, de qualité et sûrs. Il ajoute ses conditions : « des coûts de productions optimisés. » Dans ce cadre, soigner les plantes avec les pesticides est nécessaire, en s'appuyant sur plusieurs choix et en utilisant ces produits avec précaution, uniquement si indispensable. Si le bio est le modèle mis en avant par l'élue écologiste, l'agriculteur rappelle que 100 % des productions en bio n'est pas une situation envisageable, pour des raisons techniques, mais aussi économiques : à l'heure actuelle, la baisse de rendement

est compensée par des prix de vente plus élevés. « À partir du moment où tout le système bascule, il y a un effet de balance et les prix s'écroulent », poursuit-il. Il soutient une évolution du modèle, mais accompagnée par le consommateur, avec une juste répartition de la valeur ajoutée entre chaque opérateur.

ÉQUILIBRE À TROUVER

Cette transition, Caroline Amiel la souhaite « agroécologique et sans pesticides ». Si le bon équilibre reste à trouver, elle pointe du doigt l'échec du plan Écophyto et le rôle des fournisseurs de l'agriculture : « Ils vous conseillent et vendent les produits. » Également invité à débattre, Arnold Puech d'Alissac, agriculteur, tient à souligner que le bio utilise des pesticides. Et il assure que ceux qui conseillent et vendent

les pesticides ne doivent pas être les mêmes structures. La loi Egalim impose leur séparation capitaliste, le décret d'application est en cours. « Notre but est d'assurer une récolte sans résidus de pesticides dans l'assiette du consommateur. Que ce soit en conventionnel ou en bio, on se bat pour cela, c'est ce qui nous intéresse. »

LE CONTRAT DE SOLUTIONS POUR MOINS DE PESTICIDES

Arnold Puech d'Alissac estime que la réussite du plan Écophyto est d'avoir facilité la mise en place d'outils pour réduire les utilisations et appliquer les produits de façon plus précise, sans perte dans l'environnement. Il explique que le « Contrat de solutions » mis en place par 43 partenaires du monde agricole répond à cet objectif de traiter moins et mieux. Il fait aussi partie des 38 exploitations qui expérimentent des itinéraires techniques sans glyphosate. Le modèle agricole vertueux est possible pour Caroline Amiel, mais plus exigeant que l'actuel. Elle croit dans l'engagement des nouvelles générations et dans leur formation. Pour les deux agriculteurs, les marges de progrès techniques viendront de la science, en particulier de la génétique.



Arnold Puech d'Alissac,
président de la FRSEA
Normandie



Alexandre Quillet,
agriculteur dans l'Eure,
élu à l'interprofession des
producteurs de betteraves



Caroline Amiel,
conseillère régionale Normandie
Écologie-EELV

Pesticides, une thématique à aborder au niveau local



Jean-Michel Serres, président de la commission agriculture en région Hauts de France



Julien Dive, député de l'Aisne



Daniel Gertenot, responsable d'associations environnementales à Château-Thierry (Aisne)



Hubert Compère, agriculteur dans l'Aisne



Luc Smessaert, vice-président de la FNSEA

L'étape du Débat National du Siècle Vert à Saint-Quentin (Aisne) a offert la possibilité de s'appuyer sur des cas concrets. Trois des départements des Hauts de France sont classés parmi le « top 10 » des plus consommateurs en France. C'est d'ailleurs

la variabilité des chiffres, d'un territoire à l'autre, qui interroge Daniel Gertenot, responsable d'associations environnementales à Château-Thierry (Aisne) : « En France, neuf départements sont de très gros consommateurs, mais plus de la moitié des départements ont un usage très raisonné. C'est la preuve qu'il y a plusieurs modèles qui coexistent ! » Et de désigner celui qui lui semble le plus vertueux : le bio.

ACCOMPAGNER TOUTES LES AGRICULTURES

Président de la commission agriculture en région Hauts de France, Jean-Michel Serres s'enorgueillit du fait que les agriculteurs de sa région « ont le meilleur niveau de formation chez les jeunes agriculteurs ». Il fait, précisément, de la formation un enjeu majeur et estime que c'est aussi la mission d'un Conseil régional d'y contribuer. Daniel Gertenot suggère d'aller encore plus loin : « La formation est encore trop centrée sur le conventionnel ! Les jeunes ne sont pas assez préparés à la transition », juge-t-il.

Les agriculteurs interpellent alors sur le temps nécessaire au changement des pratiques. Philippe Benoit, maraîcher à Saint-Quentin, travaille en bio. Pour autant, il se veut lucide et affirme que « stopper les pesticides d'un seul coup ne se décrète pas ! » Hubert Compère, également agriculteur dans l'Aisne est en train de mener sa conversion vers le bio : « Mais le travail sur l'évolution des méthodes de protection de mes parcelles, je l'ai entamé il y a 15 ans ! »

ABORDER LE DOSSIER PESTICIDES SANS OUBLIER AUCUN SUJET

Pas si facile, et pas si immédiat, donc de passer au zéro pesticide, d'autant que le bio utilise également de tels

Comme toute thématique liée à l'agriculture, la question des pesticides se pose avant tout dans un contexte local. Le débat organisé à Saint-Quentin, dans l'Aisne, a permis d'ancrer la discussion au niveau de ce département et de la région Hauts-de-France.

produits. Julien Dive, député de l'Aisne, pose d'ailleurs la question : « Est-il réellement souhaitable de viser le zéro phyto ? À l'heure où une plante comme la datura, très toxique et dangereuse pour les hommes comme pour les animaux quand elle est présente dans les récoltes, gagne du terrain, on oublie trop souvent que ces produits sont aussi importants pour préserver la qualité des denrées. » Président de la mission parlementaire chargée du suivi de la stratégie française pour « Sortir du glyphosate », Julien Dive se veut réaliste sur la question des pesticides : « Mon travail est d'alerter le Gouvernement, il ne faut oublier aucun sujet, et considérer le temps nécessaire au changement. »

ACTION LOCALE ET CONSTRUCTIVE, C'EST POSSIBLE !

Un message qui vaut aussi pour les élus locaux. Jean-Michel Serres estime que cet enjeu temporel est pris en compte dans sa région. Les objectifs de réduction des usages de pesticides y sont fixés à moyen terme : « moins 50 % à horizon 2024 ». Au niveau communal toutefois, plusieurs maires veulent activer les leviers d'action les plus directs possibles.

Frédéric Hurtevent, maire de Lamotte-Warfusée (Oise), et agriculteur, a fait un autre choix : implanter 600 mètres de haies, sur six mètres de large, entre les maisons et les parcelles contiguës. Démarche applaudie par Luc Smessaert, vice-président de la FNSEA : « Alors qu'ils n'ont jamais fait autant d'efforts d'écoute et de changement, les agriculteurs apprécient mal les mesures coercitives, parfois stigmatisantes. Nous devons tous davantage communiquer les uns avec les autres, expliquer nos métiers, nos craintes, beaucoup de questions ont déjà des réponses positives, si on prend le temps de les poser ! »



Lettre d'information coordonnée par Emmanuelle Pabolleta, directrice de la communication et des affaires publiques de l'Union des Industries de la protection des plantes.

www.uipp.org

[@UIPPorg](https://twitter.com/UIPPorg) / [@lesieclevert](https://twitter.com/lesieclevert)

Avant toute utilisation, assurez-vous que celle-ci est indispensable. Privilégiez chaque fois que possible les méthodes alternatives et les produits présentant le risque le plus faible pour la santé humaine et animale et pour l'environnement, conformément aux principes de la protection intégrée. Consultez <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto>